

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE Bray-sur-Seine

Rue de la Sucrierie
77480 Bray-sur-Seine

Références : E/25- 0472
Code AIOT : 0006520440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE Bray-sur-Seine implanté Rue de la Sucrierie 77480 Bray-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 23/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE Bray-sur-Seine
- Rue de la Sucrierie 77480 Bray-sur-Seine
- Code AIOT : 0006520440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est composé de silos de stockage de céréales uniquement et plus particulièrement de blé.

La société Soufflet est implantée en zone d'activité, et consiste en la réhabilitation d'un ancien site de stockage de sucre qui comprend :

- des bâtiments existants :
 - 1 silo dôme
 - 1 silo horizontal (avec une zone de chargement des camions au Nord)
 - 1 bâtiment abritant les bureaux et les ateliers de réparation
 - 1 hangar métallique
- des nouveaux bâtiments :
 - 1 poste de déchargement camion (224,5 m² pour une hauteur de 13,66 m)
 - 1 tour de manutention (72 m² pour une hauteur de 31,9 m)
 - 1 local déchet (48,4 m² pour une hauteur de 5,2 m)
 - 3 locaux ventilation (36 m² au total pour une hauteur de 3 m)
 - 1 local électrique (15 m² au total pour une hauteur de 3 m)

Les nouveaux bâtiments permettent le déchargement des grains de céréales sur le site et le chargement des silos, ainsi que la ventilation des installations de stockage.

Il n'y a pas de séchoir sur le site.

L'effectif présent sur le site de Bray-sur-Seine est de 1 personne de 8h à 12h, et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi, et 1 personne supplémentaire durant la période de récolte.

Le site est implanté sur l'ancien site de la Sucrerie Cristal Union, localisé rue de la Sucrerie sur le territoire des communes de Bray-sur-Seine, Mousseaux-lès-Bray et Mouy-sur-Seine. Le site est localisé au Nord-Ouest de la commune de Bray-sur-Seine.

Le site est accessible par la rue de la Sucrerie, elle-même desservie par la RD n°412 qui relie Sens à la Sucrerie. La surface totale du site est de 48 495 m².

Ce site est bordé au Nord par la Seine, au Sud par la voirie d'accès au site et la rue de la Sucrerie, à l'Ouest par les anciennes cuves de stockage de la Sucrerie et à l'Est par la société Gilles Henry Environnement. Les premières habitations sont situées à 35 m des limites de propriété au Sud du site, et à 40 m des limites de propriété à l'Est du site.

La société SOUFFLET AGRICULTURE a été autorisée à exploiter un silo de stockage de céréales situé rue de la Sucrerie sur la commune de Bray-sur-Seine (77 480) suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation sous la rubrique 2160-2-a et de l'enregistrement sous la rubrique 2160-1-a.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Abandon définitif d'un forage	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 7.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Propreté de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.2.4	Demande d'action corrective	2 jours
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
9	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
10	Préventions des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 9.1.7	Demande d'action corrective	3 mois
11	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.6	Demande d'action corrective	3 mois
12	Protections contre l'électricité statique, les courants vagabonds	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
13	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 3.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
14	Surveillance des conditions d'ensilage	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 9.1.6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois
15	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Protections contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que, bien que l'exploitation du site apparaît maîtrisée par le chef de silo, les manquements aux dispositions réglementaires sont assez nombreux et ne permettent pas de garantir la maîtrise des risques des installations exploitées. À ce titre, l'inspection des installations classées propose au préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant sur 4 sujets distincts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordées à un bassin de rétention des eaux d'extinction prévu à cet effet, d'un volume minimal de 350 m³.</p> <p>Ce bassin sera connecté à un débourbeur / séparateur d'hydrocarbures. Une vanne sera présente entre le bassin et le débourbeur / séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Une procédure prévoira l'utilisation de cette vanne en cas d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité notable n°1 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant n'a pas créé le bassin de rétention d'un volume de 350 m³ permettant de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie conformément à l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. L'exploitant devra justifier de la réalisation des travaux sous un délai de trois mois concernant la création de ce bassin associé à la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbure et d'une vanne d'isolement. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique que son dossier d'autorisation prévoyait qu'une rétention soit assurée par la zone de stockage du silo plat avec barrière étanche de 20 cm ou d'un dispositif équivalent. Il précise que le silo plat est équipé de murets et de vannes d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction au niveau du silo plat. Il affirme avoir transmis un courrier de demande de modification de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017.</p> <p>Le porter à connaissance transmis le 17/12/2019 précise que la rétention est assurée par les</p>

dispositifs suivants :

- une zone de stockage avec barrière étanche de 20 cm ou autre dispositif équivalent pour le silo plat
- la galerie sous dôme pour le silo dôme
- la fosse des élévateurs pour la tour de manutention

Le volume total de confinement serait alors supérieur aux 350 m³ prescrits par l'article susvisé.

L'inspection note néanmoins que le dossier d'autorisation indiquait, en plus des capacités de rétention précitées, pour les eaux de ruissellement : *"Les eaux des surfaces imperméabilisées (superficie de 10 000 m² hors toitures) seront dirigées pour décantation vers un bassin d'orage d'un volume de 350 m³ puis seront traitées par un déboureur/séparateur hydrocarbures avant d'être canalisées vers la Seine."* p.35.

L'avis du SDIS du 23/01/2017 précisait au sujet de la rétention des eaux d'extinction incendie :

"Les eaux d'extinction incendie, dont le volume a été évalué par le pétitionnaire à 290 m³, sont stockées au niveau de la galerie sous dôme, la fosse des élévateurs ou dans la zone de stockage du silo plat après relèvement d'une barrière étanche d'une hauteur de 20 cm ou de tout autre dispositif équivalent."

Le dossier précise que ces dispositifs de rétention sont "actifs" et nécessitent la fermeture de deux vannes matérialisées sur le document graphique joint.

Il apparaît que le document présenté n'est pas suffisamment lisible pour pouvoir identifier les vannes susvisées.

Une procédure pour la fermeture de ces vannes, en cas de sinistre, va être mise en place."

L'inspection a constaté la présence de la zone de stockage des éventuelles eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que sa barrière au niveau du silo plat. Un bassin, dont le volume n'a pas pu être précisé lors de l'inspection, est également présent sur site. Néanmoins, celui-ci n'est pas étanche et ne pourrait, en l'état, assurer le confinement des eaux d'extinction incendie. En amont de ce bassin se trouvent des pompes de relevage. Aucune vanne ne se trouve en aval de ce bassin.

Compte-tenu de ces éléments, l'avis du SDIS sera sollicité sur le porter à connaissance du 17/12/2019. L'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017 pourra ensuite être amené à évoluer.

→ La non-conformité notable n°1 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

Suite n°20250127-1 : En fonction de l'avis du SDIS sur le porter à connaissance du 17/12/2019 :

- s'il apparaît que les mesures de confinement des éventuelles eaux d'extinction incendie à l'intérieur des bâtiments sont suffisantes (au niveau du silo plat, du silo dôme et de la tour de manutention), l'exploitant devra justifier de l'étanchéité de la barrière de la zone de stockage des eaux d'extinction incendie du silo plat, s'assurer périodiquement de son état et de sa bonne manœuvre, et mentionner la nécessité de sa fermeture dans sa consigne d'intervention en cas d'incendie. Il en est de même pour les éventuelles autres vannes associées aux capacités de rétention du silo dôme et de la tour de manutention qu'il convient de préciser.
- s'il apparaît qu'un confinement à l'intérieur des bâtiments des éventuelles eaux d'extinction incendie n'est pas suffisant, l'exploitant procédera aux travaux nécessaires selon les recommandations du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Abandon définitif d'un forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.</p> <p>La protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus - 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réalisation.</p> <p>L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués...</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra veiller à reboucher son forage selon les règles de l'art conformément aux arrêtés ministériels en vigueur de la rubrique IOTA 1.1.1.0 afin d'éviter toute pollution de la nappe sous un délai de trois mois conformément aux dispositions de l'article 4.1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique que lors de la précédente inspection, il avait identifié un forage qu'il pensait correspondre au forage du site. Néanmoins, après investigations complémentaires, il précise que cet ouvrage situé à l'entrée du site ne correspondait pas au bon forage. Il affirme avoir, par ailleurs, retrouvé le « puits » qui était rebouché.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser où se trouvait le forage identifié initialement (qui s'est avéré ne pas être le bon) puis le « puits » qui aurait été rebouché.</p> <p>→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant se rapproche de son bureau d'étude S.E.I.E ayant recensé le forage 02954X0036/F sur site, tel qu'indiqué à la page 152 du dossier de demande d'autorisation environnementale, et/ou se renseigne sur la localisation de ce forage via le site internet InfoTerre, afin de confirmer que ce forage a bien été rebouché dans les règles de l'art.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne...
Constats : Remarque n° 1 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la consigne définissant la périodicité des tests de la vanne d'isolement conformément à l'article 4.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. Par ailleurs, l'exploitant devra également transmettre un plan des réseaux à jour et lisible. Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a transmis la procédure relative aux essais de la vanne d'isolement. La liste des moyens de prévention et de secours a été consultée. Cette dernière précise les différents modes de rétention et notamment le bassin d'orage après passage par le séparateur d'hydrocarbures ainsi que la consigne de fermeture de la vanne en cas de pollution. Il apparaît que la consigne qui avait été transmise par courrier du 05/02/2019 n'est pas disponible sur site et que la vanne d'isolement n'est pas testée périodiquement. Par ailleurs, en lien avec le point de contrôle n°1, il est difficile de comprendre ce qui est visé par « vanne d'isolement » dans cette procédure car le site ne dispose pas de bassin de rétention des éventuelles eaux d'extinction incendie mais des zones de rétention localisées directement dans les bâtiments (zone de stockage avec barrière étanche au niveau du silo plat, galerie sous dôme pour le silo dôme, fosse des élévateurs pour la tour de manutention) dont la seule barrière connue de l'inspection est celle du silo plat. Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux du site. → La remarque n°1 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée. L'exploitant veillera à disposer d'une consigne définissant la périodicité des tests de la vanne d'isolement ainsi qu'un plan des réseaux à jour. Suite n°20250127-2 : L'exploitant précisera dans sa consigne relative aux essais périodiques de la vanne d'isolement quels sont les équipements concernés par les essais afin qu'il n'y ait ni ambiguïté ni oubli de la part de l'agent qui en sera chargé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Les séparateurs d'hydrocarbures sont correctement dimensionnés (notamment en termes de débit maximal de fonctionnement) pour permettre de respecter la valeur limite en hydrocarbures totaux fixée à l'article 4.3.10, en particulier lors des premiers flots ou lors d'un orage décennal. Les séparateurs sont entretenus de façon à assurer son fonctionnement nominal. Ils sont munis de regards placés avant la sortie ou d'un dispositif équivalent, pour permettre de vérifier leur efficacité. Les boues et les eaux de curage du séparateur sont enlevées puis traitées dans des installations dûment autorisées à cet effet aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les bordereaux de suivi des déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Remarque n° 2 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra transmettre une copie du bordereau de suivi de déchet pour le traitement des boues du séparateur d'hydrocarbures. Dans ce cadre, l'exploitant devra établir et tenir à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux. Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets suite à l'opération de vidange du séparateur d'hydrocarbures du site. Depuis cette opération de vidange du séparateur d'hydrocarbures du site, aucun n'a été réalisé. → La remarque n° 2 de l'inspection du 05/10/2018 est levée. Suite n°20250127-3 : L'exploitant veillera à entretenir son séparateur d'hydrocarbures de façon à assurer son fonctionnement nominal. Les boues et les eaux de curage du séparateur doivent être enlevées aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018
Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans et à ses frais une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Constats :

Remarque n° 3 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra réaliser sous un délai de trois mois et à ses frais une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié conformément à ces engagements. Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. L'exploitant devra transmettre une copie de ce rapport à l'inspection, dès réception.

Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a transmis le rapport des mesures des niveaux d'émissions sonores réalisées le 10/12/2018 qui ne présente pas de non-conformité.

L'exploitant a présenté le rapport du contrôle des niveaux d'émissions sonores du 25/04/2024. Sur ce dernier apparaît une non-conformité au point A pour une émergence de 9,5 au lieu de 4. L'exploitant a indiqué ne pas avoir recherché l'origine de cette non-conformité. Il indique néanmoins qu'aucune modification n'a été apportée sur site depuis 2018 et que seule la ventilation pourrait expliquer ces nuisances.

→ La remarque n° 3 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

Suite n°20250127-4 : L'exploitant recherchera l'origine de la non-conformité constatée lors du contrôle des niveaux d'émissions sonores de 2024 et mettra en œuvre des solutions adaptées afin de respecter les valeurs limites réglementaires. Il pourra également procéder à un nouveau contrôle des niveaux d'émissions sonores du site, dans des conditions représentatives des conditions d'exploitation habituelles (l'ensemble des installations susceptibles de générer du bruit et habituellement exploitées doivent fonctionner lors du contrôle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Propreté de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suite de l'inspection du 05/10/2018

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Remarque n° 4 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant veillera, dans les plus brefs délais, à l'évacuation des gravats provenant des activités antérieures.

Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant indique que l'évacuation des gravats provenant des activités antérieures sera intégrée aux travaux de voirie prévus sur le site.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que quelques gravats étaient encore présents sur site. L'exploitant a indiqué en avoir évacué la majeure partie. Les gravats restants sont en faible quantité, dans une zone non aménagée, à l'écart des installations et des voies permettant l'intervention des services d'incendie et de secours.

→ La remarque n° 4 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

L'inspection a constaté la présence de tas de céréales dans les étages 1 et 2 du silo plat et dans la zone d'expédition. L'exploitant indique que cela fait suite à des bourrages et que le nettoyage associé devrait être réalisé dans la journée. Des dépôts de céréales au niveau des aires de déchargement des céréales ont également été constatés.

Suite n°20250127-5 : L'exploitant veillera à nettoyer les dépôts de céréales dus au bourrage de la manutention dans les étages 1 et 2 du silo plat et la zone d'expédition, ainsi qu'au niveau des aires extérieures de déchargement des céréales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 jours

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/10/2018

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,
- des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles

avec les produits stockés ;

- une colonne sèche en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur située à l'extérieur de la tour de manutention ;
- une réserve incendie d'un volume de 180 m³ minimum, répondant aux caractéristiques suivantes :
 - conforme avec le paragraphe 2.3 de l'annexe de l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie,
 - conforme à la norme NF S 61-221
 - associée à une plateforme d'aspiration conforme de 32 m² (4 m x 8 m) et munie d'un demi-raccord d'aspiration conforme.
- une borne incendie permettant d'assurer un débit minimum de 60 m³/h pendant deux heures, répondant aux caractéristiques suivantes :
 - le débit et la pression ne doivent pas être inférieurs à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN100,
 - conforme aux normes NF EN 14339 avec NF S 61-221/CN et NF EN 14384 avec NF S 61-213/CN,
 - située à moins de 200 mètres des bâtiments à défendre,
 - située à moins de 60 mètres du raccord d'alimentation de la colonne sèche.
- Un point d'aspiration au niveau de la Seine.

L'exploitant transmettra, sous 3 mois à compter de l'achèvement des travaux, un exemplaire de l'attestation de pesée du poteau incendie retenu pour assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement et un exemplaire de l'attestation délivrée par l'installateur de la réserve incendie privée, à l'inspection des installations classées ainsi qu'à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Seine-et-Marne - service risques industriels et DECI - 56, avenue de Corbeil - BP 70 109 - 77 001 MELUN cedex.

L'attestation délivrée par l'installateur du poteau incendie doit faire apparaître :

- la conformité de l'hydrant aux normes NF EN 14339 avec NF S 61-221/CN et NF EN 14384 avec NF S 61-213/CN ;
- le débit et la pression ne doit pas être inférieur à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100 ;
- l'implantation à moins de 60 mètres du raccord d'alimentation de la colonne sèche.

Un exemplaire de ce document doit être également transmis à Monsieur le Chef du centre d'incendie et de secours de Bray-sur-Seine.

L'attestation délivrée par l'installateur de la réserve incendie privée doit faire apparaître :

- la conformité de celle-ci avec l'annexe de l'arrêté du 15 décembre 2015 ;
- la conformité avec la norme NF S 61-221 ;
- le volume d'eau de la réserve incendie garanti en tout temps qui ne doit pas être inférieur à 180 m³ ;
- la présence de la plateforme d'aspiration conformes de 32 m² (4 m x 8 m).

Le silo dôme est conçu et construit afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Un dispositif fixé à demeure permettant le raccordement à une alimentation en gaz inerte (piquage, etc.) est installée en pied de cellule. Une procédure est associée à l'utilisation de ce dispositif particulier en cas de phénomène d'auto-échauffement débutant dans une cellule béton fermée. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

Constats :

Non-conformité notable n°2 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra justifier sous un délai de trois mois de l'installation d'une réserve incendie d'un volume de 180 m³ minimum, répondant aux caractéristiques suivantes :

- conforme avec le paragraphe 2.3 de l'annexe de l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie,
- conforme à la norme NF S 61-221,
- associée à une plateforme d'aspiration conforme de 32 m² (4 m x 8 m) et munie d'un demi-raccord d'aspiration conforme.

conformément à l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique avoir mis en place deux réserves incendie dont le volume total est de 200 m³.

L'inspection a constaté la présence de ces deux bâches incendie d'un volume total de 200 m³. Néanmoins, leur conformité aux normes susvisées n'a pas été justifiée. Par ailleurs, la plateforme d'aspiration n'était pas matérialisée au sol. Des raccords d'aspiration étaient présents mais leur conformité n'a pas été justifiée. Enfin, des végétaux (arbres, herbes hautes...) se trouvaient entre la plateforme d'aspiration et les bâches et pouvaient gêner leur accès aux services d'incendie et de secours et endommager les bâches incendie.

→ La non-conformité notable n°2 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant :

- **démontre la conformité des bâches incendie au paragraphe 2.3 de l'annexe de l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de défense extérieure contre l'incendie, à la norme NF S 61-221,**
- **matérialise la plateforme d'aspiration de 32 m² (4 m x 8 m),**
- **démontre la conformité des raccords d'aspiration.**

Suite n°20250127-6 : L'accès aux bâches incendie est entravé par la présence de végétaux (arbres, herbes hautes,...).

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

Non-conformité n° 2 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra transmettre conformément à l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017 sous un délai de trois mois l'attestation de pesée du poteau incendie retenu pour assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement et un exemplaire de l'attestation délivrée par l'installateur de la réserve incendie privée, à l'inspection des installations classées ainsi qu'à Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Seine-et-Marne - service risques industriels et DECI - 56, avenue de Corbeil - BP 70109 - 77001 MELUN cedex. L'exploitant devra transmettre un plan précisant l'emplacement du poteau incendie indiquant sa distance par rapport au raccordement de l'alimentation des colonnes sèches. Puis l'exploitant transmettra le procès verbal de réception de l'installation de ces colonnes sèches.

Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 et 17/12/2019 : L'exploitant indique qu'il fera procéder à la pesée du poteau incendie et transmettra l'attestation au plus tard le 31/03/2019, puis il indique qu'il mettra en place un compteur au niveau du poteau incendie du site.

L'exploitant n'a pas présenté l'attestation de pesée du poteau incendie du site et un exemplaire

de l'attestation délivrée par l'installateur. Le contrôle du débit de ce dernier n'a pas été réalisé. Un plan de masse sur lequel figurait ce poteau incendie et la colonne sèche a été présenté. Néanmoins, la distance entre le poteau incendie et la colonne sèche est d'environ 100 m et non de 60 m au maximum.

→ La non-conformité n° 2 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée.

Suite n°20250127-7 : L'exploitant ne s'assure pas du contrôle du débit du poteau incendie du site, ne devant pas être inférieur à 60 m³/h sous 1 bar si le poteau incendie est de DN100.

Suite n°20250127-8 : Il convient que le poteau incendie soit implanté à moins de 60 mètres du raccord d'alimentation de la colonne sèche.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la colonne sèche du 29/11/2024 qui conclut à la non-conformité de celle-ci. Aucune mesure corrective n'a été entreprise depuis.

Suite n°20250127-9 : La colonne sèche du site n'est pas correctement entretenue et maintenue en bon état de marche.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

Remarque n° 5 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra justifier de la levée des observations du dernier rapport de contrôle des extincteurs sous un délai de trois mois.

Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a indiqué avoir recontacté la société Scutum qui interviendra sur le site au plus tard le 28/02/2019 pour une nouvelle vérification suite à la levée des observations du dernier rapport de vérification.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs du 13/06/2024 ne présentant pas de non-conformité. Néanmoins, celui-ci mentionne qu'un extincteur, situé dans un local fermé, n'a pas pu être contrôlé.

→ La remarque n° 5 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

Suite n°20250127-10 : Lors du prochain contrôle des extincteurs, l'exploitant s'assurera que le prestataire de contrôle ait accès à l'ensemble des extincteurs du site.

Enfin, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des systèmes de désenfumage du site du 05/06/2024. Ce dernier indique que 6 appareils sont "sortis du parc" et que 4 appareils sont fonctionnels.

Suite n°20250127-11 : L'exploitant se rapprochera de son prestataire de contrôle afin de clarifier la notion "d'appareil sorti du parc". Si cette notion s'avère associée à la non-conformité des systèmes de désenfumage, il convient que l'exploitant réalise au plus tôt les mesures correctives nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

N° 8 : Protections contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/10/2018

Prescription contrôlée :

Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant dispose d'une Analyse du Risque Foudre (ARF) de son entrepôt réalisée par un organisme compétent. Cette ARF identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

À partir des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique devra être réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance sera rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord devra être tenu par l'exploitant.

Les systèmes de protection contre la foudre prévue dans l'étude technique doivent être conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention devront être réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention devront répondre aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections devra faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle sera réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera également l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications seront décrites dans la notice de vérification et maintenance et seront réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site seront enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés devra être réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci devra être réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Le relevé des compteurs d'impacts de foudre est effectué selon une périodicité définie par l'exploitant et suite à chaque épisode orageux.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité notable n°3 de l'inspection du 05/10/2018 : Depuis l'étude technique foudre du site, du 27 mai 2016, l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de mise en conformité. L'exploitant devra justifier sous un délai de trois mois de la réalisation des travaux de mise en conformité foudre et transmettre à l'inspection le procès verbal de fin de travaux. Les installations doivent être protégées contre la foudre conformément à l'article 8.8.4 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique que l'ensemble des travaux des installations de protection contre la foudre ont été mis en place et a transmis le DOE.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète de ses installations de protection contre la foudre du 06/09/2024 ne présentant aucune observation.</p> <p>→ La non-conformité notable n°3 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p>

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 06/09/2024 indique que le carnet de bord, le DOE, l'analyse de risque foudre, l'étude technique foudre et la notice de vérification et de maintenance ont été présentés.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les 3 compteurs foudre ne comptabilisaient aucun impact.</p> <p>La consigne « <i>carnet de bord foudre - contrôle du compteur foudre</i> » indique qu'une vérification trimestrielle des compteurs foudre doit être réalisée ainsi qu'après chaque épisode orageux. Néanmoins, cette consigne n'est pas disponible sur site et donc non connue par le chef du silo. Ainsi le contrôle des impacts foudre sur les compteurs foudre tel que décrit dans cette consigne n'est pas enregistré.</p> <p>Suite n°20250127-12 : Il convient que l'exploitant enregistre les résultats des contrôles des impacts foudre qu'il réalise périodiquement sur les compteurs-foudre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Préventions des risques liés aux systèmes de dépoussiérage et de transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 9.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/10/2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport de produit sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement ; elles s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes / ou le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée.</p> <p>Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).</p> <p>Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles ; • le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre » du flux ; • les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. <p>Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont</p>

convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent. Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Détecteurs de bourrage • Détecteurs de déport de sangle • Contrôleur de rotation • Sangles antistatiques (ISO 284) et de qualité sécurité au feu (ISO 340) • Détecteurs de surintensité moteur
Transporteurs à chaînes	<ul style="list-style-type: none"> • Détecteurs de bourrage • Contrôleur de rotation • Détecteurs de surintensité moteur
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleurs de rotation • Détecteurs de bourrage • Contrôleurs de déport de bande

Les moteurs des élévateurs et des transporteurs à chaîne sont conformes à la norme IP55. À défaut d'un arrêt d'urgence sur chacun des équipements de manutention (élévateurs, transporteurs à chaînes et transporteurs à bande) un arrêt d'urgence sera à minima situé à chaque étage de la tour de manutention, et indiqué de manière claire.

Les bandes transporteuses sont de type auto-extinguible et conformes à la norme ISO 340.

L'exploitant établit un programme d'entretien des dispositifs cités au présent article, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Non-conformité notable n°4 de l'inspection du 05/10/2018 : Les installations de manutention ne sont pas asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. L'exploitant devra justifier sous un délai de trois mois de la mise en conformité de son installation conformément à l'article 9.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique que le double asservissement des installations de manutention a été mis en place et a fourni le bon

d'intervention correspondant à cette programmation de l'automate.

Le double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration a été constaté sur la supervision. Par ailleurs, l'inspection a demandé à couper le système d'aspiration lors de sa visite, ce qui a conduit à l'arrêt automatique de la manutention.

→ La non-conformité notable n°4 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

Non-conformité n° 4 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle annuel des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles conformément à l'article 9.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 17/DCSE/IC/052 du 20 octobre 2017. L'exploitant transmettra une copie de ce contrôle sous un délai de trois mois.

Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique que, lors de la mise en exploitation du site, des essais de l'ensemble des équipements importants pour la sécurité ont été réalisés par une société extérieure. Il affirme qu'un contrôle des actions mises en œuvre pour lever les observations relevées sera réalisé début janvier 2020. En complément un nouveau contrôle sera réalisé au premier trimestre 2020.

L'exploitant a présenté le rapport des contrôles réalisés en 2020. Celui-ci mentionne le contrôle des élévateurs, transporteurs à bandes, transporteurs à chaîne, ventilateur, extraction de CO2, écluse, vis, émotteur, arrêts d'urgence, contrôleurs de rotation, etc. Quelques observations sont mentionnées dans ce rapport mais aucune conclusion quant au bon état de ces équipements n'est mentionnée, il est ainsi difficile de comprendre si les actions mentionnées en observation ont été réalisées pendant le contrôle ou sont à réaliser.

→ La non-conformité n° 4 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée puisque le rapport de contrôle annuel de ces équipements n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.

Suite n°20250127-13 : L'exploitant veillera à revoir son modèle de rapport de contrôle annuel des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et de l'état des organes mécaniques mobiles afin que celui-ci précise si les équipements contrôlés sont fonctionnels et en bon état et si des actions correctives sont à entreprendre.

Remarque n° 7 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant devra transmettre le document justifiant que la bande transporteuse est de type auto-extinguible et conforme à la norme ISO 340.

Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a indiqué rechercher le document demandé. Il précise que cette bande transporteuse a été installée avant le rachat du site.

L'exploitant a présenté les justificatifs attestant de la conformité des bandes transporteuses à la norme ISO 340 pour le convoyeur du silo dôme et les transporteurs TBL2, TBL3, TBL4 et TBL5.

→ La remarque n° 7 de l'inspection du 05/10/2018 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/10/2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des équipements et paramètres concourants à la maîtrise des risques en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle afin de prévenir les causes d'un accident pouvant porter atteinte à l'environnement ou d'en limiter les conséquences.</p> <p>Cette liste est régulièrement mise à jour et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les équipements concourants à la maîtrise des risques sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion,...).</p> <p>Ils font l'objet d'essais périodiques et d'un entretien régulier selon un programme prévisionnel établi par l'exploitant. Les opérations de vérification et de maintenance de ces équipements sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un de ces équipements, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie de l'efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n° 6 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant doit établir et transmettre la liste des équipements et paramètres concourants à la maîtrise des risques en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle afin de prévenir les causes d'un accident pouvant porter atteinte à l'environnement ou d'en limiter les conséquences. Cette liste doit être régulièrement mise à jour et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 05/02/2019 : L'exploitant a indiqué que la liste des équipements et paramètres concourants à la maîtrise des risques en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle est en cours d'élaboration.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de liste des paramètres concourants à la maîtrise des risques en fonctionnement normal, transitoire ou en situation accidentelle. Il indique que ces équipements figurent sur le rapport relatif à leur contrôle. L'inspection relève néanmoins que si des équipements ne sont pas contrôlés, alors ils ne figurent pas dans ce rapport et la liste des équipements n'est pas complète.</p> <p>→ La remarque n° 6 de l'inspection du 05/10/2018 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Protections contre l'électricité statique, les courants vagabonds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 8.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 05/10/2018
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004 modifié. Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs. [...]
Constats : Non-conformité n° 3 de l'inspection du 05/10/2018 : L'exploitant n'a pas formalisé le suivi de la prise en compte des mesures correctives suite à son rapport de contrôle de vérification des protections contre l'électricité statique et les courants vagabonds. L'exploitant doit remédier aux non-conformités dans un délai de trois mois et transmettre le nouveau rapport de contrôle dès réception. Réponse de l'exploitant par courrier du 17/12/2019 : L'exploitant indique avoir procédé à un nouveau contrôle de ses installations les 12 et 13 décembre 2019 et a transmis le rapport associé. Il indique que ce rapport témoigne d'une réduction significative des observations relevées et a transmis un plan d'actions. Le rapport de contrôle des installations électriques des 06 et 07/11/2024 a été présenté à l'inspection. Ce dernier ne mentionne aucune observation. Néanmoins, il indique « <i>mesurage non réalisé en l'absence d'autorisation du client, seul un examen visuel a été effectué (cas notamment des prises de terre, conducteurs de protection et liaison équipotentielle</i> ». Enfin, le certificat Q18 associé précise que ce certificat a été établi sur la base d'une « <i>vérification partielle des installations électriques</i> ». → La non-conformité n°3 de l'inspection du 05/10/2018 est levée. Suite n°20250127-14 : L'exploitant doit réaliser un contrôle annuel complet de ses installations électriques. Si des défauts sont observés à cette occasion, il mettra en œuvre les actions correctives associées. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure des émissions de poussières qui portent sur chacune des émissions canalisées des silos. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.
Constats : L'exploitant indique n'avoir jamais procédé à une mesure des émissions de poussières sur chacune des émissions canalisées du silo. Suite n°20250127-15 : L'exploitant devra réaliser une mesure des émissions de poussières sur chacune des émissions canalisées des silos, et renouveler ce contrôle a minima tous les 3 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Surveillance des conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 9.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions «normales» afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo, et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel «silos» du 29 mars 2004 modifié. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Les sondes thermométriques fixes sont présentes dans les cellules de stockage. Le relevé de température est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée,

l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services d'incendie et de secours.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Constats :

L'exploitant dispose de consignes définissant le taux d'humidité maximal et le taux d'impuretés maximal selon le type de céréales réceptionnées sur site. Il précise néanmoins qu'il ne stocke que du blé dans les silos du site. Ces taux sont également définis dans le cahier de moisson.

Il indique que les cellules sont équipées de sondes thermométriques. Cela a été constaté sur la supervision. Ces sondes thermométriques sont contrôlées lorsque les cellules sont vides d'après l'exploitant : il s'assure qu'il y a une cohérence entre la température mesurée par les sondes et la température extérieure. Néanmoins, aucun justificatif attestant de la réalisation de ces contrôles n'a pu être présenté.

Suite n°20250127-16 : L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes thermométriques et être en mesure de justifier que les contrôles associés ont bien été réalisés et quelles sont les conclusions.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

L'inspection a constaté la présence d'un relevé des températures du jour sur lequel figure un code couleur en fonction de la température mesurée. Si aucune température n'est indiquée, cela signifie que les cellules sont vides d'après l'exploitant.

Une alerte s'affiche sur la silo-thermométrie si le seuil d'alerte de température est dépassé. Cela a été testé lors de l'inspection en diminuant un seuil d'alerte pour que celui-ci corresponde à la température réellement mesurée dans certaines cellules. Le système d'alerte a bien fonctionné.

La liste des personnes à alerter en cas de dépassement des valeurs seuil a été présentée à l'inspection.

L'exploitant dispose d'une procédure « maîtrise des incendies dans les bâtiments et les silos » qui précise notamment : « *toute élévation de température +5 °C sans notion de durée ou tout dépassement des seuils d'alerte défini dans les consignes de thermométrie et de condition de réception...déclenche l'alerte* ». L'inspection constate que cette consigne n'est pas réellement appliquée puisque le logiciel n'est pas paramétré pour déclencher une alarme suite à une élévation de température de +5 °C. Par ailleurs, le chef de silo qui réalise un relevé de température quotidien ne semble pas vérifier si une telle élévation de la température se produit sans notion de

durée.

Suite n°20250127-17 : L'exploitant veillera à se conformer à sa procédure « maîtrise des incendies dans les bâtiments et les silos » qui précise notamment que « *toute élévation de température +5 °C sans notion de durée [...] déclenche l'alerte* ». S'il s'avère que ce critère n'est pas adapté aux conditions d'exploitation, il veillera à modifier sa procédure afin qu'elle mentionne des critères de déclenchement d'alerte pertinents et adaptés, et à s'y conformer.

L'exploitant indique réaliser environ une dizaine de rondes par silo chaque jour ce qui lui permettrait de détecter un éventuel incendie, une auto-combustion ou une fermentation.

Enfin, les céréales réceptionnées sont contrôlées en humidité dès leur arrivée sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 15 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'inspection a consulté la consigne de nettoyage du site qui indique que celui-ci doit être réalisé avec un aspirateur, que l'usage de l'air comprimé doit rester exceptionnel et que l'utilisation du balai est possible sous réserve de consignes particulières.

Les fréquences de nettoyage fixées dans la consigne ne semblent pas adaptées puisqu'elles peuvent être fixées à 2 fois par an ou 1 fois par mois. En effet, l'inspection a consulté le registre de nettoyage précisant, dans un tableau imprimé, les contrôles de l'empoussièremment et nettoyages réalisés. Le chef de silo indique que le nettoyage est réalisé plus souvent que ce qu'indique le registre. Ces éléments témoignent que les fréquences de nettoyage (incohérentes avec le registre) et le registre ne sont pas adaptés aux réels besoins de nettoyage des installations pour garantir

l'absence de risques.

Suite n°20250127-18 : La fréquence de nettoyage figurant dans la consigne de nettoyage ne semble pas adaptée pour garantir en tout temps l'absence de risques. Pour les périodes de moisson, il serait pertinent de fixer une fréquence de contrôle de l'empoussièrement une fois par jour et un nettoyage si nécessaire.

Suite n°20250127-19 : Le format du registre de nettoyage n'est pas adapté pour permettre au chef de silo de consigner l'ensemble des vérifications de l'empoussièrement ainsi que l'ensemble des opérations de nettoyage réalisées.

Enfin, lors de sa visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'un seul témoin d'empoussièrement.

Suite n°20250127-20 : Il convient que l'exploitant dispose d'un nombre de témoins d'empoussièrement suffisant dans ses locaux afin de garantir l'absence d'accumulation de poussières dans des proportions trop importantes et pouvant présenter des risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois